# Certification des informations déclarées & Attestation de non-changement

***\*Cette fiche est obligatoire et doit être retournée pour chaque demande signée***

***Si le signataire n’est pas le représentant légal de la structure, merci de joindre le pouvoir lui permettant***

***D’engager celle-ci.***

Je soussigné(e),       (NOM-Prénom)

Représentant(e) légal(e) de l'organisme demandeur,       (nom du demandeur)

* Déclare être autorisé(e) par l’instance décisionnelle à solliciter une subvention d’investissement auprès de la Caisse d’allocations familiales (Caf) du Gers.
* Déclare être en règle au regard de l’ensemble des obligations légales et réglementaires ainsi que des cotisations et paiements y afférant ;
* Certifie exactes les informations du présent dossier, notamment la mention de l’ensemble des demandes des aides introduites auprès d’autres financeurs publics ainsi que l’approbation du projet et de son financement par les instances compétentes ;
* M’engage à respecter la charte de la laïcité de la branche Famille et de ses partenaires (consultable sur Caf.fr)
* M’engage à compléter une déclaration d’intérêt permettant d’identifier les liens de toute nature entre le promoteur, le gestionnaire s’il est déjà connu et le propriétaire du bâtiment dans lequel est implanté l’équipement, et m’engage en cas d’existence d’intérêts communs de fournir des attestations de tiers (notaires notamment) indiquant le prix du loyer pratiqué sur le local en alignement avec le prix du marché ;
* Précise que cette aide financière, si elle est accordée, devra être versée sur le compte bancaire correspondant au RIB ou RIP joint au dossier de demande ;
* M’engage à fournir les justificatifs de dépenses ayant fait l’objet d’une subvention d'investissement de la Caf du Gers.
* Certifie, le cas échéant, que le porteur du projet n’a pas déposé le bilan, ne fait pas l’objet d’une mesure de redressement judiciaire, ou d’aucune condamnation et n’est pas en liquidation judiciaire.
* Certifie, pour les association uniquement, avoir souscrit au contrat d’engagement républicain annexé au décret pris pour l’application de l’article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
* Certifie qu'il n'y a pas de changement concernant (cases à cocher) :

[ ]  Numéro SIREN/SIRET

[ ]  Statuts datés et signés

[ ]  Liste des membre du Conseil

[ ]  Relevé d'identité bancaire

[ ]  Récépissé de déclaration en Préfecture

Fait, le       à

Nom- Prénom,       Signature,